

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 26 NOVEMBRE 2020**

JP/VA

OBJET : 2.5. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – FONCIER – LARGENTIÈRE – RÉSERVOIR VOLPILLIAIRE – DÉSAFFECTATION ET CESSIION

L'an deux mille vingt, le vingt-six du mois de novembre à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis 80, avenue de la République à LARGENTIÈRE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, sont présents à la délibération suivante :

NOM Prénom	Collectivité représentée	Présent-e ou supplé-e	Supplé-e par pouvoir donné à
PASCAL Jean	FAUGÈRES	x	
GARRIDO Jean-Manuel	ST-ANDRÉ-DE-CRUZIÈRES	x	
ARCHIMBAUD Patrick	VALS-LES-BAINS	x	
DURAND Jean-Luc	PONT-DE-LABEAUME	x	
MERINE Philippe	ST-PRIVAT	x	
MARRON Jacques	SIAEP DE BARJAC	x	
BALAZUC Thierry	LACHAPELLE S/S AUBENAS	x	
LACROIX Bernard	LARGENTIÈRE	x	
BACCONNIER Jean-Claude	SIVOM OLIVIER DE SERRES	x	
BALMELLE Robert	BERRIAS-ET-CASTELJAU	x	
FLAMBEAUX Patrice	LABEAUME	x	
SOUBEYRAND Jacky	AUBENAS	x	
CHASTAGNIER Geneviève	JOYEUSE	x	
BOYER Joël	UCEL		
GROS Cyril	LABÉGUDE	x	
LLORCA Patricia	ST-JULIEN-DU-SERRE		
CHARRIER Nicolas	CHASSIERS	x	
CARON Christian	RUOMS		
COROMINA Jean	VALLON-PONT-D'ARC	x	
VÉOL Christophe	LALEVADE D'ARDECHE	x	

A été élu secrétaire de séance : M. Jean-Manuel GARRIDO, 1^{er} vice-président.

OBJET : 2.5. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – FONCIER – LARGENTIÈRE – RÉSERVOIR VOLPILLIAIRE – DÉSAFFECTATION ET CESSION

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du comité syndical en date du 28 septembre 2020).

Le réservoir d'eau potable dit de « Volpilliaire » sur la commune de Largentière n'est plus en service depuis l'automne 2018. Il a été physiquement déconnecté du réseau. Les usagers sont alimentés par le poste de livraison « centre Tanargue » suite aux travaux relatifs à l'adduction des 3 réservoirs de tête, Uzer, Montréal et Largentière.

La commune de Largentière a fait savoir, par courriel du 28 mars 2018, qu'elle souhaite acquérir cette parcelle cadastrée A 1006 et son réservoir, dans le cadre de la mise en place d'une réserve d'eau pour la défense incendie. Elle a délibéré en ce sens le 16 décembre 2019.

Les services de France Domaine ont été consultés et ont émis un avis en date du 20 décembre 2018.

Conformément au catalogue droits et tarifs en vigueur « valeur de cession de terrains par le SEBA en faveur de collectivités publiques pour usage public », le prix d'achat a été établi à un euro le mètre carré.

Aussi, s'agissant du domaine public du SEBA, il convient préalablement à cette cession, de désaffecter cette parcelle. Son déclassement n'est pas nécessaire, celle-ci étant destinée à être maintenue dans le domaine public communal.

En effet, les dispositions des articles L 3111-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques autorisent désormais, par dérogation du principe d'inaliénabilité du domaine public, les cessions et les échanges de propriétés relevant du domaine public, entre personnes publiques, sans déclassement préalable.

Techniquement, l'isolement du réservoir au regard du réseau d'eau potable, doit être complet et pérenne. Il y a lieu de procéder aux opérations techniques rendues nécessaires au préalable à toute cession.

Les frais de géomètres pour la constitution des documents d'arpentage et plan de bornage, ainsi que les frais d'actes notariés et les dépenses y afférentes seront supportés par la commune de Largentière.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents, le bureau syndical décide de :

- la **DÉSAFFECTATION** d'une partie du domaine public syndical correspondant à la totalité de la parcelle A 1006, soit 400 m²,
- la **CESSION** du terrain susvisé au profit de la commune de Largentière, sur la base du montant d'UN EURO le mètre-carré, soit pour la surface totale à acquérir 400 euros (quatre-cents euros),
- **AUTORISER** le président à signer l'acte correspondant,
- **AUTORISER** le président à mener toutes les démarches nécessaires à la concrétisation de cette opération.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le président,

Jean PASCAL